

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 septembre 2021

Régulièrement convoqué le 16 septembre 2021

Le 23 septembre 2021 à 18 heures 30,

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE, Mme Pauline CABANE : Adjoints au Maire. Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, Mme Sandrine MAGNETTE, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Laurent CHAUVEAU, Mme Chloé PALAYRET-CARILLION, M. Nicolas DELOLY, M. François COUTOS-THEVENOT, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, Mme Cécile GILLET, M. Laurent MILAZZO, Mme Françoise CAPMAL, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

Pouvoirs : Mme Fabienne MENOVAR (pouvoir M. Jean-Michel GUALLAR), M. Jacques ROCCI (pouvoir Mme Anne BELLE), Mme Catherine MATSAERT (pouvoir Mme Florence VINENT), M. Jérôme BEAUTHÉAC (pouvoir M. Karim OUMEDDOUR), M. Dorian PLUMEL (pouvoir M. Cyril MANIN), Mme Demet YEDILI (pouvoir Mme Marie-Christine MAGNANON), M. Jean-Frédéric FABERT (pouvoir M. François COUTOS-THEVENOT), M. Karim BENSID-AHMED (pouvoir M. Christophe ROISSAC), M. Laurent LANFRAY (pouvoir Mme Françoise CAPMAL)

Secrétaire de Séance : Mme Aurore DESRAYAUD

4.00 - CONVENTION DE MISE EN OEUVRE DU DISPOSITIF « PETITS DÉJEUNERS » DANS LES ÉCOLES DE LA VILLE – ANNÉE SCOLAIRE 2021 - 2022

Madame Pauline CABANE, Adjointe au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :

Considérant que la ville de Montélimar reste attachée à la promotion de la santé à l'école et suite au dispositif mis en place en fin d'année scolaire dernière, la ville de Montélimar souhaite à nouveau pouvoir s'inscrire dans le dispositif « Petits Déjeuners » pour l'année scolaire 2021-2022, à raison de trois trimestres d'application.

La participation à ce dispositif repose sur le volontariat des équipes pédagogiques. La ville de Montélimar, via son prestataire de service, met un petit déjeuner équilibré à la disposition des écoles concernées, pour un coût unitaire de 1,90 € TTC.

Dans le cadre de ce dispositif, la ville de Montélimar assurera seulement l'avance des sommes présentées ci-dessus et le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse émettra un arrêté attributif de subvention à hauteur de 100 % de la somme prise en charge par la Ville.

Il convient donc d'établir une convention avec le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse afin d'acter les engagements réciproques des deux parties.

Pour le 1^{er} trimestre de l'année scolaire, du 20 septembre au 17 décembre 2021 inclus, 3 écoles et 281 élèves pourront en bénéficier, tel que précisé dans l'annexe de la convention.

4.00 - Page 1 sur 2

Pour les deux périodes à venir, le Ministère de l'Éducation Nationale s'engage à faire parvenir, un mois avant exécution, le nombre d'écoles, de classes et d'enfants concernés ainsi que les coûts correspondants à la ville de Montélimar afin de solliciter son accord.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21,

Vu la délibération 6.00 du 29 juin 2021 relative à la convention de mise en œuvre du dispositif « Petits Déjeuners » dans les écoles de la ville pour la fin d'année scolaire 2020-2021,

Vu le projet de convention de mise en œuvre du dispositif « Petits déjeuners » dans la commune de Montélimar pour l'année scolaire 2021-2022 et ses annexes,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À LA MAJORITÉ ABSOLUE DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** les termes de la convention de mise en œuvre du dispositif « Petits déjeuners » dans la commune de Montélimar pour l'année scolaire 2021-2022,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention ainsi que tous les documents afférents,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,
Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 24 septembre 2021

Pour le Maire, par délégation
L'Adjointe au Maire

Pauline CABANE

